



ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
LA FRANCOPHONIE

www.francophonie.org

Contribution de la Francophonie à l'examen décennal de la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin

49^e SESSION DE LA COMMISSION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES

NEW YORK, 28 FÉVRIER – 11 MARS 2005

-  **Contribución de la Francofonía al examen decenal de la aplicación del programa de acción de la Conferencia mundial de la Mujer de Pekín**
-  **Contribution of the Francophonie to the decennial review of implementation of the Programme of Action of the Beijing Conference on Women**
-  **مساهمة الفرنكوفونية في الدراسة لمرور عقد على تنفيذ برنامج عمل المؤتمر العالمي الرابع حول المرأة لبكين**
-  **Contribuição da Francofonia para a avaliação decenal da Plataforma de Ação da Conferência Mundial sobre as Mulheres de Pequim**



agence intergouvernementale
de la francophonie
www.agence.francophonie.org

Agence intergouvernementale de la Francophonie

Direction du développement social et de la solidarité

13, quai André-Citroën - 75015 Paris (France)

Tél. (33) 1 44 37 71 88 - **Télécopie** (33) 1 44 37 33 61

Courriel ddss@francophonie.org

www.agence.francophonie.org

Sommaire

-  Contribution de la Francophonie à l'examen décennal
de la mise en oeuvre du programme d'action
de la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin p. 2
-  Contribución de la Francofonía al examen decenal
de la aplicación del programa de acción
de la Conferencia mundial de la Mujer de Pekín p. 6
-  Contribution of the Francophonie to the decennial review
of implementation of the Programme of Action
of the Beijing Conference on Women p. 10
-  مساهمة الفرنكوفونية في الدراسة لمرور عقد على تنفيذ
برنامج عمل المؤتمر العالمي الرابع حول المرأة لبكين p. 19
-  Contribuição da Francofonia para a avaliação decenal
da Plataforma de Ação da Conferência Mundial sobre
as Mulheres de Pequim p. 20

Introduction

La Francophonie a mis à profit l'évaluation décennale de la mise en œuvre du programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Pékin - 1995), organisée lors de la 49^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies, à New York, du 28 février au 11 mars 2005, pour réaffirmer que la promotion des femmes, l'égalité des chances et l'élimination de toute forme de discrimination à l'encontre de la moitié féminine de l'humanité sont indispensables pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement.

Cette position ferme de la Francophonie en faveur des engagements pris à Pékin prend appui sur le consensus dégagé lors de la Conférence des femmes de la Francophonie en février 2000 au grand-duché de Luxembourg et réaffirmé par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement à Ouagadougou (Burkina Faso) en novembre 2004.

Organisée à l'initiative de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, une concertation présidée par la France, en la personne de Mme Nicole Ameline, ministre de la Parité et de l'Égalité professionnelle, a réuni les ministres et chefs de délégation francophones présents à New York le 28 février 2005. Le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Abdou Diouf, y avait dépêché, comme représentante spéciale, Mme Anne-Marie Lizin, présidente du Sénat de Belgique.

La concertation de New York a abouti à l'adoption de la contribution de la Francophonie à l'évaluation décennale de la mise en œuvre du programme d'action de Pékin. Par ce texte, la Francophonie s'est exprimée à la tribune mondiale des Nations unies pour dire l'engagement unanime de ses pays membres à consolider les acquis de Pékin et sa détermination à étendre l'analyse différenciée selon les sexes à l'ensemble de la coopération francophone.

Contribution de la Francophonie

à l'examen décennal de la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin

49^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies, New York, 28 février-11 mars 2005

Nous,

Ministres et Chefs de délégation représentant les États et gouvernements des pays ayant le français en partage, réunis à New York dans le cadre de l'examen décennal de la mise en œuvre du programme d'action de Pékin et des mesures complémentaires décidées en 2000 lors de la 23^e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies,

nous fondant sur le consensus francophone en faveur du renforcement de la participation des femmes à la prise de décision et de l'égalité entre les femmes et les hommes tel que dégagé dans la Déclaration de Luxembourg, adoptée lors de la première Conférence des femmes de la Francophonie en février 2000, et réaffirmé par le X^e Sommet de la Francophonie en novembre 2004,

dans l'esprit de la déclaration des chefs d'État et de gouvernement adoptée lors du IX^e Sommet de la Francophonie consacré au dialogue des cultures, nous confirmons notre attachement à la diversité des pratiques sociales et culturelles, notamment en ce qui concerne les femmes et leur place dans la société, et nous affirmons qu'elles ne doivent pas faire obstacle au respect intégral des valeurs, normes et principes consacrés par la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'Homme et la Convention internationale pour l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes,

reconnaissant que d'importantes avancées ont été réalisées depuis la Conférence de Pékin il y a dix ans, nous sommes cependant conscients que de nombreux défis subsistent, tels que la réduction de la féminisation de la pauvreté, la pandémie du VIH/SIDA, la persistance des stéréotypes et représentations néfastes à l'égalité des femmes et des hommes, l'élimination des violences qui touchent les femmes et les petites filles, les discriminations à leur égard notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation dans toutes ses phases, ainsi que d'autres violations des droits fondamentaux, qui empêchent leur participation pleine et égale à la vie politique, économique, sociale et culturelle.

Soucieux de faire pleinement admettre par tous les segments de nos sociétés que l'égalité entre les femmes et les hommes ne doit plus être l'objectif des seules femmes, que les hommes et les garçons ont également un rôle dans la promotion de l'égalité, de même

que tous les autres acteurs sociaux, nous voulons partager notre conviction que le développement durable ne peut être atteint que si les femmes y sont présentes en tant que partenaires égales, décideuses et bénéficiaires.

Nous réaffirmons nos engagements pris lors de la Conférence de Luxembourg en février 2000 dans les deux domaines liés au pouvoir et au développement.

« Partenaires pour Pékin + 10 », nous réaffirmons pleinement, sans équivoque et unanimement, notre engagement en faveur de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, adoptés en 1995 par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, ainsi que de la déclaration politique et du document final adoptés en 2000 par la 23^e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, pour procéder à un examen et à une évaluation des progrès réalisés depuis Pékin et Pékin + 5, pour identifier les obstacles et les défis actuels et pour convenir des prochaines actions et initiatives à adopter en vue de poursuivre la mise en œuvre de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Nous réitérons notre détermination à poursuivre notre action pour l'élimination des obstacles à la pleine réalisation des engagements pris en 1995 à Pékin lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, dans les douze domaines prioritaires qui ont été retenus, ainsi que les mesures complémentaires identifiées en 2000.

Nous affirmons notre détermination à intensifier nos efforts dans la mise en œuvre des engagements pris tant au niveau de la Francophonie qu'au plan international jusqu'à aboutir à l'égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes, convaincus que nous sommes que l'égalité est au centre des enjeux du développement et des exigences du XXI^e siècle.

Nous sommes décidés à contribuer activement au succès de l'examen mondial de la mise en œuvre du programme d'action de Pékin après dix ans, qui doit marquer une étape importante vers la réalisation des objectifs de la Déclaration du millénaire.

Nous recommandons au Secrétaire général de la Francophonie de :

- poursuivre et de renforcer son soutien à la mise en place et au développement des mécanismes institutionnels de nos États et gouvernements membres, chargés de veiller à l'application des politiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, par des mesures spécifiques pour corriger des situations de discrimination à l'égard des femmes et par le renforcement des capacités nationales pour prévenir les inégalités en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes ;
- prendre les mesures nécessaires pour mettre en place une stratégie qui allie l'intégration systématique de l'analyse différenciée selon les sexes dans l'ensemble de sa programmation,

dès la phase d'élaboration, et la planification d'activités spécifiques en faveur des femmes dans des secteurs particulièrement stratégiques pour l'atteinte de l'égalité des genres ;

- assurer la prise en compte systématique de l'approche du genre dans l'ensemble de la coopération francophone et de mettre en évidence les liens qui existent, d'une part entre les engagements internationaux en faveur des femmes et les recommandations de Luxembourg et, d'autre part, le Cadre stratégique décennal de la Francophonie adopté par nos chefs d'État et de gouvernement lors de leur X^e Sommet à Ouagadougou en novembre 2004 ;
- mettre en place des indicateurs de suivi de l'intégration effective de l'analyse différenciée selon les sexes dans les quatre missions assignées à la Francophonie par le Cadre stratégique décennal, à savoir :
 - promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique,
 - promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme,
 - appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche,
 - développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité ;
- consolider la politique d'actions positives en faveur du pouvoir d'action des femmes et de l'égalité des genres, en accordant une attention particulière à l'élimination de toutes les entraves à la pleine participation des femmes à tous les aspects de la vie publique et privée et aux défis qui les touchent plus particulièrement, tels que la féminisation de la pauvreté, les entraves à la liberté d'expression et de décision et les violences à l'égard des femmes et des filles, y compris les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur et les mariages forcés. Cette politique devra être poursuivie aussi longtemps que nous n'aurons pas atteint l'égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes.

Nous,

Ministres et Chefs de délégation des États et gouvernements des pays ayant le français en partage,

adoptons la présente contribution de la Francophonie à l'examen décennal de la mise en œuvre du programme d'action de Pékin au plan mondial,

demandons au Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie de s'en faire l'interprète lors de la 49^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies.

Siège des Nations unies, New York (États-Unis), 28 février 2005.

Introducción

La Francofonía aprovechó con motivo de la evaluación decenal de la aplicación del programa de acción de la cuarta Conferencia mundial sobre las mujeres (Pekín - 1995), organizada durante la 49ª reunión de la Comisión de Naciones Unidas sobre la condición de la mujer, celebrada en Nueva York, del 28 de febrero al 11 de marzo de 2005, para reafirmar que la promoción de la mujer, la igualdad de oportunidades y la eliminación de cualquier tipo de discriminación contra la mitad femenina de la humanidad son indispensables para alcanzar los Objetivos del milenio en pro del desarrollo.

Esta posición firme de la Francofonía a favor de los compromisos adquiridos en Pekín se sustenta en el consenso obtenido a raíz de la Conferencia de mujeres de la Francofonía celebrada en febrero del año 2000 en el Gran Ducado de Luxemburgo y reafirmado por la Cumbre de Jefes de Estado y de gobierno celebrada en Ouagadougou (Burkina Faso) en noviembre de 2004.

Organizada por iniciativa de la Agencia intergubernamental de la Francofonía, una concertación, presidida por Francia, y encabezada por la Sra. Nicole Ameline, ministra de la Paridad y de la Igualdad profesional, reunió a los ministros y jefes de delegación francófonos presentes en Nueva York el 28 de febrero de 2005. El Secretario General de la Organización internacional de la Francofonía, el Sr. Abdou Diouf envió a dicha concertación, en calidad de representante especial, a la Sra. Anne-Marie Lizin, presidenta del Senado de Bélgica.

La concertación de Nueva York desembocó en la adopción de la contribución de la Francofonía a la evaluación decenal de la aplicación del programa de acción de Pekín. Merced a ese texto, la Francofonía manifestó en la tribuna mundial de Naciones Unidas el compromiso unánime de sus países miembros en pro de la consolidación de lo conseguido en Pekín, así como su determinación a que el análisis diferenciado en función de los sexos se aplique al conjunto de la cooperación francófona.

Contribución de la Francofonía

al examen decenal de la aplicación del programa de acción de la Conferencia mundial de la Mujer de Pekín

49ª reunión de la Comisión de Naciones Unidas sobre la condición de la mujer, 28 de febrero-11 de marzo de 2005

Nosotros,

Ministros y Jefes de delegación representantes de los Estados y gobiernos de los países de habla francesa, reunidos en Nueva York con motivo del examen decenal de la aplicación del programa de acción de Pekín y de las medidas adicionales adoptadas en el año 2000 a raíz de la vigésimo tercera reunión extraordinaria de la Asamblea General de Naciones Unidas,

Basándonos en el consenso francófono en torno a la necesidad de reforzar la participación de las mujeres en la toma de decisiones y la igualdad entre hombres y mujeres tal y como propugna la Declaración de Luxemburgo, adoptada con motivo de la primera conferencia de mujeres de la Francofonía celebrada en febrero de 2000, y tal y como reafirma la Xa Cumbre de la Francofonía de noviembre de 2004,

De conformidad con la declaración de los Jefes de Estado y de gobierno adoptada a raíz de la IXª Cumbre de la Francofonía cuyo tema central fue el diálogo entre culturas, confirmamos nuestro apego por la diversidad de las prácticas sociales y culturales, especialmente en lo relativo a las mujeres y a su papel en la sociedad, y afirmamos que no han de trabar el pleno respeto de los valores, normas y principios plasmados en la Carta de Naciones Unidas, en la Declaración universal de Derechos Humanos y en la Convención internacional para la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer,

Reconociendo que, si bien se han producido notables avances desde la Conferencia de Pekín hace diez años, somos conscientes de que todavía quedan numerosos retos por resolver, como la reducción de la feminización de la pobreza, la pandemia del VIH/SIDA, la persistencia de estereotipos y representaciones nefastas sobre la igualdad entre hombres y mujeres, la eliminación de las formas de violencia que padecen las mujeres y las niñas, las discriminaciones que sufren, especialmente en lo que se refiere al acceso a la educación en sus distintos niveles, así como otras violaciones de derechos fundamentales que impiden su plena e igual participación en la vida política, económica, social y cultural.

Deseosos de que todos los segmentos de nuestras sociedades admitan que la igualdad entre hombres y mujeres no ha de ser únicamente un objetivo que persigan las mujeres, sino también los hombres y los jóvenes y niños, así como los demás agentes sociales,

manifestamos nuestro convencimiento de que el desarrollo sostenible sólo podrá alcanzarse si las mujeres se convierten en iguales y socias de los hombres tanto en su búsqueda como en el reparto de sus beneficios.

Reafirmamos los compromisos que adquirimos con motivo de la Conferencia de Luxemburgo en febrero de 2000 en los dos ámbitos vinculados al poder y al desarrollo.

“Aliados para Pekín + 10”, reafirmamos plena, inequívoca y unánimemente nuestro compromiso en pro de la Declaración y del Programa de acción de Pekín, adoptados en 1995 por la cuarta Conferencia mundial sobre las mujeres, así como en pro de la declaración política y del documento final adoptados en 2000 por la vigésimo tercera reunión extraordinaria de la Asamblea General de Naciones Unidas, con el fin de realizar un examen y una evaluación de los progresos realizados desde Pekín y Pekín+5, identificar los obstáculos y retos actuales y acordar las acciones e iniciativas siguientes que se habrán de adoptar con miras a seguir promoviendo la igualdad entre hombres y mujeres.

Reiteramos estar determinados a proseguir con nuestra acción encaminada a acabar con los obstáculos al pleno cumplimiento de los compromisos adquiridos en 1995 en Pekín con motivo de la cuarta Conferencia mundial sobre las mujeres, en los doce ámbitos prioritarios elegidos, así como a las medidas adicionales decididas en el año 2000.

Afirmamos estar determinados a intensificar nuestros esfuerzos tendentes a cumplir los compromisos adquiridos tanto en el seno de la Francofonía como a nivel internacional hasta conseguir la igualdad de jure y de facto entre hombres y mujeres, convencidos como estamos de que la igualdad es una de las claves del desarrollo y uno de los imperativos del siglo XXI.

Estamos decididos a contribuir activamente al éxito del examen mundial de la aplicación del programa de acción de Pekín diez años después de su adopción, lo que ha de constituir una etapa importante en la consecución de los objetivos de la Declaración del Milenio.

Recomendamos al Secretario General de la Francofonía que :

- Mantenga y refuerze su apoyo a la aplicación y desarrollo de los mecanismos institucionales de nuestros Estados y gobiernos miembros, responsables de velar por la aplicación de políticas en materia de igualdad entre hombres y mujeres, por conducto de medidas específicas encaminadas a enderezar situaciones de discriminación contra las mujeres, y merced al refuerzo de las capacidades nacionales con el fin de prevenir las desigualdades, aplicando un análisis diferenciado en función de los sexos ;

- Adopte las medidas necesarias para desarrollar una estrategia que aúne sistemáticamente el análisis diferenciado en función de los sexos en su programación, a partir del momento de su elaboración, y la planificación de actividades estratégicas en pro de las mujeres en sectores especialmente estratégicos de cara a la consecución de la igualdad de género ;
- Se asegure de que se tiene sistemáticamente en cuenta el enfoque del género en la cooperación francófona en su conjunto y haga hincapié en los vínculos que existen entre, por un parte, los compromisos internacionales en pro de la mujer y las recomendaciones de Luxemburgo, y, por otra parte, el Marco estratégico decenal de la Francofonía adoptado por nuestros jefes de Estado y de gobierno durante su Xª Cumbre en Ouagadougou en noviembre de 2004 ;
- Establezca indicadores de seguimiento de la incorporación efectiva del análisis en función de los sexos en las cuatro misiones encomendadas a la Francofonía por el Marco estratégico decenal, a saber:
 - Promover el francés y la diversidad cultural y lingüística,
 - Promover la paz, la democracia y los derechos humanos,
 - Respalda la educación, la formación, la educación superior y la investigación,
 - Fomentar la cooperación en pro del desarrollo sostenible y la solidaridad ;
- Consolide la política de acciones positivas en pro de la valorización de las mujeres y la igualdad de género, prestando especial atención a la eliminación de todos los obstáculos a la plena participación de las mujeres en todas las facetas de la vida pública y privada, así como a las problemáticas que les afectan más directamente, como la feminización de la pobreza, las trabas a la libertad de expresión y de toma de decisiones y las formas de violencia contra las mujeres y las niñas, como las mutilaciones genitales femeninas, los crímenes de honor y los matrimonios forzados. Se deberá de mantener esta política mientras no se haya logrado la igualdad de jure y de facto entre hombres y mujeres.

Nosotros,

Ministros y Jefes de delegación de los Estados y gobiernos de los países de habla francesa, Adoptamos la presente contribución de la Francofonía al examen decenal a nivel mundial de la aplicación del programa de acción de Pekín,

Solicitamos al Secretario General de la Organización internacional de la Francofonía que la presente en el transcurso de la cuadrigésimo novena reunión de la Comisión de Naciones Unidas sobre la condición de la mujer.

Sede de Naciones Unidas, Nueva York (Estados-Unidos), 28 de febrero de 2005.

Introduction

The Francophonie took advantage of the Ten-Year Review and Appraisal of the implementation of the Platform for Action of the Fourth World Conference on Women (Pekin – 1995), which took place during the 49th session of the United Nations Commission on the Status of Women at New York from the 28th of February until the 11th of March 2005, and this, to reaffirm that empowering women, equal opportunities and the elimination of all forms of discrimination against the feminine other half of humanity are essential to reach the Millenium goals for development.

This firm position of the Francophonie in favor of the commitments taken at Pekin stands on the consensus reached during the Francophone Conference of Women which took place in February 2000 in the Grand Duchy of Luxembourg, and reaffirmed by the heads of states and governments' Summit in Ouagadougou (Burkina Faso) in November 2004.

Organized on the initiative of the Intergovernmental Agency of the Francophonie, a consultation chaired by France, represented by Ms Nicole Ameline, Minister of Parity and Professional Equality, gathered the Francophone ministers and heads of delegation present at New York on the 28th of February 2005. The Secretary General of the International Organization of the Francophonie, M. Abdou Diouf, delegated to New York as special representative, Ms Anne-Marie Lizin, President of the Belgian Senate.

The New York consultation led to the adoption of the Francophonie's contribution to the Ten-Year Review and Appraisal of the implementation of the Pekin Platform for Action. Throughout this text, the Francophonie stood up at the world UN tribune to express the unanimous commitment of its state members to consolidate the assets of Pekin and its determination to extend the Gender differentiated analysis to the whole Francophone cooperation.

Contribution of the Francophonie

to the decennial review of implementation of the Programme of Action of the Beijing Conference on Women

49th session of the United Nations Commission on the Status of women, New York 28th February-11th March 2005

We,

Ministers and Heads of Delegation representing the States and governments of countries using French as a common language, meeting in New York in the context of the decennial review of implementation of the Beijing Programme of Action and the supplementary measures decided in 2000 during the 23rd special session of the United Nations General Assembly,

Taking as our basis the Francophone consensus in favour of strengthening women's participation in decision-making and reinforcing equality between women and men, as stated in the Declaration of Luxembourg adopted at the first Conference of Women of the Francophonie in February 2000, and reaffirmed by the Tenth Summit of the Francophonie in November 2004,

In the spirit of the declaration of heads of State and of government adopted at the Ninth Summit of the Francophonie devoted to dialogue among cultures, we confirm our commitment to the diversity of social and cultural practices, particularly as this relates to women and their place in society, and we affirm that those practices must not obstruct full respect for the values, standards and principles enshrined in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of the Rights of Man, and the International Convention for the Elimination of All Forms of Discrimination against Women,

Recognising that significant progress has been made since the Beijing Conference 10 years ago, we are nevertheless aware that many challenges remain, such as reducing the feminisation of poverty, the HIV/AIDS pandemic, the persistence of stereotypes and attitudes detrimental to the equality of women and men, eliminating violence against women and girls, the discrimination they suffer in access to education at all levels, and other violations of fundamental rights that prevent their full and equal participation in political, economic, social and cultural life.

Concerned to have all segments of our societies admit that equality between men and women is no longer a matter for women alone, and that men and boys also have a role in promoting equality, as do all other social stakeholders, we wish to share our conviction that sustainable

development can only be achieved if women contribute to it as equal partners in making decisions and in sharing the benefits.

We reaffirm our commitments given during the Luxembourg Conference in February 2000 in the two areas relating to power and to development.

“Partners for Beijing + 10”, we fully reaffirm, unanimously and without reservation, our commitment to the Beijing Declaration and Programme of Action adopted in 1995 by the Fourth World Conference on Women, as well as the political declaration and the final document adopted in 2000 by the 23rd Special Session of the United Nations General Assembly calling for a review and appraisal of progress achieved since Beijing and Beijing + 5, in order to identify current obstacles and challenges and to agree on the next actions and initiatives to be taken for promoting equality between women and men.

We reiterate our determination to pursue our efforts to eliminate obstacles to the full implementation of the commitments made in 1995 at Beijing during the Fourth World Conference on Women in the twelve priority fields selected, as well as the supplementary measures identified in 2000.

We confirm our determination to step up our efforts to implement the commitments taken both within the Francophonie and internationally to achieve de facto and de jure equality between women and men, convinced as we are that equality is the central issue for development and for meeting the demands of the 21st century.

We are determined to contribute actively to the success of the worldwide review of progress after 10 years in implementing the Beijing Programme of Action, and we see it as an important step towards achieving the objectives of the Millennium Declaration.

We recommend that the Secretary-General of the Francophonie:

- Pursue and reinforce his support for the introduction and development of institutional mechanisms in our member States and governments responsible for overseeing the enforcement of policies relating to equality between women and men, through specific measures to address situations of discrimination against women and by reinforcing national capacities to prevent inequalities, by applying gender-differentiated analysis.
- Take the measures necessary to implement a strategy that will combine the mainstreaming of gender-differentiated analysis in all Francophone programming, from the preparatory

stage on, and the planning of specific activities on behalf of women in sectors that are particularly strategic for achieving gender equality.

- Ensure that the gender approach is taken systematically into account in all Francophone cooperation, and highlight the existing linkages between international commitments on behalf of women and the Luxembourg recommendations, on one hand, and the 10-year strategic framework of the Francophonie adopted by our heads of State and government at their Tenth Summit in Ouagadougou in November 2004.

- Develop indicators for monitoring the effective integration of gender-differentiated analysis in the four missions assigned to the Francophonie by the 10-year strategic framework, namely:
 - Promoting the French language and cultural and linguistic diversity.
 - Promoting peace, democracy and human rights.
 - Supporting general education, training, higher education and research.
 - Developing cooperation to promote sustainable development and solidarity.

- Consolidate the policy of positive action for women's empowerment and for gender equality, by according special attention to eliminating all obstacles to women's full participation in all aspects of public and private life, as well as to the challenges that affect them more particularly, such as the feminisation of poverty, barriers to free expression and decision, and violence against women, including female genital mutilation, crimes of honour, and forced marriages. This policy must be pursued for as long as it takes to achieve de facto and de jure equality between women and men.

We,

Ministers and Heads of Delegation of States and governments using French as a common language,

adopt this contribution of the Francophonie to the decennial examination of worldwide implementation of the Beijing Programme of Action,

request the Secretary-General of the International Organisation of the Francophonie to convey this declaration to the 49th Session of the United Nations Commission on the Status of Women.

United Nations Headquarters, New York, United States, 28 February 2005.

نعتمد هذه المساهمة الفرانكوفونية في الدراسة لمرور عقد على تنفيذ برنامج عمل مؤتمر بكين على الصعيد العالمي، ونطلب من الأمين العام للمنظمة الدولية الفرانكوفونية رفعها إلى الدورة الـ 49 للجنة الأمم المتحدة حول وضع المرأة.

مقر الأمم المتحدة، نيويورك (الولايات المتحدة الأمريكية)،
28 شباط/فبراير 2005.

- ضمان اعتماد منتظم للنهج الذي يراعي قضايا الجنسين في كافة هيئات التعاون الفرانكوفوني وتوضيح العلاقات القائمة بين الالتزامات الدولية لصالح النساء وتوصيات مؤتمر لوكسمبورغ من جهة، والإطار الاستراتيجي العقدي للفرانكوفونية الذي اعتمده رؤساء دولنا وحكوماتنا خلال قمّتهم العاشرة في واغادوغو في تشرين الثاني/نوفمبر 2004 من جهة أخرى.

- وضع مؤشرات لمتابعة الاندماج الفعلي للتحليل المصنّف بحسب الجنسين في المهمات الأربع التي أوكلها الإطار الاستراتيجي العقدي إلى الفرانكوفونية، أي :

- . تعزيز اللغة الفرنسية والتنوع الثقافي واللغوي،
- . تعزيز السلام، والديموقراطية وحقوق الإنسان،
- . دعم التربية والتدريب والتعليم العالي والبحث،
- . تطوير التعاون في خدمة التنمية المستدامة والتضامن.

- توطيد سياسة النشاطات الإيجابية الداعمة لقدرة عمل النساء وللمساواة بين الجنسين، بمنح اهتمام خاص لإزالة جميع العوائق التي تحول دون مشاركة كاملة للنساء في كافة ميادين الحياة العامة والخاصة، وجميع التحديات التي تواجه النساء بشكل خاص، مثل افتقارهنّ وعرقلة حريتهنّ في التعبير والقرار، والعنف الممارس إزاءهنّ وإزاء الفتيات، بما فيه بتر الأعضاء التناسلية، وجريمة الشرف، والزواج المرغم. يجب الاستمرار بهذه السياسة لحين التوصل إلى المساواة في الحقوق وفي الفعل بين النساء والرجال.

نحن،

وزراء ورؤساء وفود الدول وحكومات البلدان التي يجمع بينها استخدام اللغة الفرنسية،

وإذ نكرر عزمنا على الاستمرار بعملنا لإزالة العوائق التي تعترض التحقيق الكامل للالتزامات المتخذة عام 1995 في بكين خلال انعقاد المؤتمر العالمي الرابع حول المرأة في المجالات الأولوية الاثني عشر التي تمّ اختيارها وكذلك التدابير المتممة المحددة عام 2000،

وإذ نؤكد عزمنا على تكثيف جهودنا في تنفيذ الالتزامات التي تمّ اتخاذها سواء على صعيد الفرانكوفونية أو على الصعيد الدولي لحين التوصل إلى المساواة في الحقوق وفي الفعل بين النساء والرجال، فإننا مقتنعون حق الاقتناع أن المساواة هي في صلب رهانات التنمية ومتطلبات القرن الواحد والعشرين،

وإذ أننا عازمون على مساهمة ناشطة في إنجاح الدراسة العالمية لتنفيذ برنامج عمل مؤتمر بكين بعد مرور عشر سنوات، التي سوف تسجل مرحلة هامة في تحقيق أهداف إعلان الألفية،

نوصي الأمين العام للمنظمة الدولية الفرانكوفونية ب :

- متابعة وتوطيد دعمه لوضع ولتطوير آليات مؤسسات دولنا وحكوماتنا الأعضاء الموكلة بالسهر على تطبيق السياسات المتعلقة بالمساواة بين النساء والرجال، عبر تدابير معينة لتصحيح حالات التمييز ضد النساء، وعبر تعزيز القدرات الوطنية لاستدراك التفاوت عند تطبيق التحليل المصنّف بحسب الجنسين.

- اتخاذ التدابير اللازمة لوضع استراتيجية توفّق بين الاندماج المنتظم للتحليل المصنّف بحسب الجنسين في كافة برمجتها ومنذ مرحلة الإعداد، وبين تخطيط نشاطات معينة لصالح النساء في قطاعات ذات استراتيجية خاصة بغية التوصل إلى المساواة بين الجنسين.

واعترافاً بأن تطورات هامة قد أحرزت بعد مؤتمر بكين منذ عشر سنوات، إلّا أننا ندرك أنه ما زال هناك تحديات عديدة، مثل تخفيض نسبة الفقر بين النساء والإصابة بوباء فقدان المناعة/السيدا، ومثل استمرار الشعارات المقوّلة والتصورات المسينة للمساواة بين النساء والرجال، والقضاء على العنف الذي يصيب النساء والفتيات الصغار، والتميز إزاءهن خاصة فيما يتعلق بالحصول على التربية في كافة مراحلها، وكذلك المخالفات الأخرى للحقوق الأساسية التي تحول دون مشاركتهنّ الكاملة والمتكافئة في الحياة السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية،

وحرصاً منا على حث كافة أعضاء مجتمعاتنا على الإقرار بأن المساواة بين النساء والرجال ليست هدفاً محصوراً بالنساء فقط، وإنما للرجال وللنساء أيضاً دوراً في تعزيز المساواة، كما هو الأمر لكافة الفعاليات الاجتماعية الأخرى، فإننا نريد مشاطرة اقتناعنا بأنه لا يمكن التوصل إلى التنمية المستدامة إلا بوجود وبمشاركة النساء بصفة شركاء متساوين، وأصحاب قرار ومكاسب،

وإذ نؤكد مجدداً على الالتزامات التي اتخذناها خلال مؤتمر لوكسمبورغ في شباط/فبراير 2000 في المجالين المتعلقين بالسلطة وبالانتمية،

وبصفتنا "شركاء لبكين + 10"، فإننا نكرر تأكيدنا دون أي تحفظ أو التباس وبالإجماع، على التزامنا بإعلان وبرنامج عمل مؤتمر بكين اللذين اعتمدهما المؤتمر العالمي الرابع حول المرأة عام 1995، كما وبالإعلان السياسي وبالوثيقة النهائية اللذين اعتمدهما الدورة الاستثنائية الثالثة والعشرين للجمعية العامة للأمم المتحدة عام 2000، وذلك للمبادرة بدراسة وبتقييم التطورات المنجزة منذ مؤتمر بكين وما بعده بخمس سنوات (بكين وبكين + 5)، ولتحديد العوائق والتحديات الراهنة والاتفاق على النشاطات والمبادرات المقبلة المتوجب اعتمادها بغية الاستمرار في تنفيذ تعزيز المساواة بين النساء والرجال،

مساهمة الفرانكوفونية في الدراسة لمرور عقد على تنفيذ برنامج عمل مؤتمر بكين

الدورة 49 للجنة الأمم المتحدة للمرأة
28 شباط/فبراير – 11 آذار/مارس 2005

نحن، وزراء ورؤساء وفود الدول وحكومات البلدان التي يجمع بينها استخدام اللغة الفرنسية، المجتمعون في نيويورك في إطار الدراسة لمرور عقد على تنفيذ برنامج عمل مؤتمر بكين، والتدابير المتممة والمقررة عام 2000 خلال الدورة الاستثنائية الثالثة والعشرين للجمعية العامة للأمم المتحدة،

استناداً إلى الإجماع الفرانكوفوني حول تعزيز مشاركة النساء في اتخاذ القرار والمساواة بين النساء والرجال، كما صدر عن إعلان لوكسمبورغ الذي تمّ اعتماده خلال المؤتمر الفرانكوفوني الأول للنساء في شباط/فبراير 2000، وكما أعادت التأكيد عليه القمة العاشرة للفرانكوفونية في تشرين الثاني/نوفمبر 2004،

والتزاماً بإعلان رؤساء الدول والحكومات الذي تمّ اعتماده خلال القمة التاسعة للفرانكوفونية المخصصة لحوار الثقافات، فإننا نؤكد تمسكنا بتنوع الممارسات الاجتماعية والثقافية، لا سيما فيما يتعلق بالنساء وبمكانهنّ في المجتمع، كما ونؤكد بأنه لا يُفترض أن تشكل عائقاً للاحترام الكامل للقيم وللمعايير وللمبادئ المكرّسة في ميثاق الأمم المتحدة، وفي الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، وفي الاتفاقية الدولية الخاصة بالقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة،

مقدمة

لقد استغلت الفرانكوفونية عملية التقييم لمرور عقد على تنفيذ برنامج عمل المؤتمر العالمي الرابع حول المرأة (بكين - 1995)، التي تمت خلال انعقاد الدورة الـ 49 للجنة الأمم المتحدة حول وضع المرأة في نيويورك من 28 شباط/فبراير إلى 11 آذار/مارس 2005، للتأكيد مجدداً على أن تعزيز دور النساء، وتكافؤ الفرص، والقضاء على جميع أشكال التمييز ضد النصف الأنثوي من سكان العالم، هي ضرورة لتحقيق أهداف الألفية للتنمية. إن هذا الموقف الصارم للفرانكوفونية إزاء الالتزامات المتخذة في بكين يستند إلى الإجماع الذي صدر أثناء المؤتمر الفرانكوفوني للنساء المنعقد في شباط/فبراير 2000 في اللوكسمبورغ والذي أعادت التأكيد عليه قمة رؤساء الدول والحكومات في واغادوغو (بركينا فاسو) في تشرين الثاني/نوفمبر 2004.

وبمبادرة من الوكالة الدولية الحكومية للفرانكوفونية، تم تنظيم تشاور برئاسة فرنسا وبشخص السيدة نيكول أملين، وزيرة التكافؤ والمساواة المهنية، جمع الوزراء ورؤساء الوفود الفرانكوفونيين الحاضرين في نيويورك في 28 شباط/فبراير 2005. وقد أوفد الأمين العام للمنظمة الدولية الفرانكوفونية السيد عبدو ضيوف، بصفة ممثلة خاصة، السيدة آن-ماري ليزين، رئيسة مجلس الشيوخ البلجيكي.

أدى تشاور نيويورك إلى اعتماد مساهمة الفرانكوفونية في التقييم لمرور عقد على تنفيذ برنامج عمل مؤتمر بكين. ومن خلال هذا النص، عبرت الفرانكوفونية ومن المنبر العالمي للأمم المتحدة، عن الالتزام الإجماعي لدولها الأعضاء بتوطيد مكتسبات مؤتمر بكين وعن عزمها على نشر التحليل المصنّف بحسب الجنسين على كافة هيئات التعاون الفرانكوفوني.

Introdução

A Francofonia aproveitou a avaliação decenal da implementação da plataforma de ação da Quarta Conferência Mundial sobre as Mulheres (Pequim - 1995), organizada por ocasião da 49ª sessão da Comissão da Condição da Mulher das Nações Unidas, em Nova Iorque, de 28 de fevereiro a 11 de março de 2005, para reafirmar que a promoção das mulheres, a igualdade de oportunidades e a eliminação de todas as formas de discriminação contra a metade feminina da humanidade são indispensáveis à realização dos Objetivos do Milênio para o desenvolvimento.

Esta posição firme da Francofonia a favor dos compromissos assumidos em Pequim se baseia no consenso obtido por ocasião da Conferência das Mulheres da Francofonia, em fevereiro de 2000 no Grão-Ducado de Luxemburgo e reafirmado pela Cúpula dos Chefes de Estado e de governo em Uagadugu (Burquina Fasso), em novembro de 2004.

Organizada por iniciativa da Agência Inter-Governamental da Francofonia, uma concertação presidida pela França, na pessoa da Sra. Nicole Ameline, Ministra da Paridade e da Igualdade Profissional, reuniu os ministros e chefes de delegações francófonas presentes em Nova Iorque em 28 de fevereiro de 2005. O Secretário Geral da Organização Internacional da Francofonia, Sr. Abdou Diouf, havia enviado a este evento, como representante especial, a Sra. Anne-Marie Lizin, Presidente do Senado belga.

A concertação de Nova Iorque resultou na adoção da contribuição da Francofonia para a avaliação decenal da implementação da plataforma de ação de Pequim. Através deste texto, a Francofonia se exprimiu na tribuna mundial das Nações Unidas, para expressar o empenho unânime dos seus Estados membros com vista à consolidação dos avanços alcançados pela reunião de Pequim e a sua determinação em estender a análise diferenciada segundo o sexo ao conjunto da cooperação francófona.

Contribuição da Francofonia

para a avaliação decenal da Plataforma de Ação da Conferência Mundial sobre as Mulheres de Pequim

49ª Sessão da Comissão da Condição da Mulher das Nações Unidas, 28 de fevereiro-11 de março de 2005

Nós,

Ministros e Chefes de Delegação representando os Estados e governos dos países que têm o francês em comum, reunidos em Nova Iorque no âmbito da avaliação decenal da implementação da plataforma de ação de Pequim e das medidas complementares decididas em 2000 durante a 23ª sessão extraordinária da Assembleia Geral das Nações Unidas,

Baseando-nos no consenso francófono a favor do fortalecimento da participação das mulheres na tomada de decisão e da igualdade entre as mulheres e os homens como consta da Declaração de Luxemburgo, adotada por ocasião da primeira Conferência das Mulheres da Francofonia, em fevereiro de 2000, e reafirmada pela 10ª Cúpula da Francofonia, em novembro de 2004,

Dentro do espírito da declaração dos chefes de Estado e de governo adotada por ocasião da 9ª Cúpula da Francofonia consagrada ao diálogo das culturas, confirmamos nosso apego à diversidade das práticas sociais e culturais, notadamente no que diz respeito às mulheres e seu lugar na sociedade, e afirmamos que estas práticas não devem ser um obstáculo ao respeito integral dos valores, normas e princípios consagrados pela Carta das Nações Unidas, pela Declaração Universal dos Direitos Humanos e pela Convenção Internacional sobre a Eliminação de todas as Formas de Discriminação contra as Mulheres,

Reconhecendo que progressos importantes foram realizados desde a Conferência de Pequim há dez anos, estamos no entanto conscientes de que muitos desafios permanecem, tais como a redução da feminização da pobreza, a pandemia do HIV/AIDS, a persistência dos estereótipos e representações prejudiciais à igualdade entre mulheres e homens, a eliminação da violência que atinge as mulheres e as meninas, as discriminações contra elas, particularmente quanto ao acesso à educação em todas as suas etapas, assim como outras violações dos direitos fundamentais, que impedem sua participação plena e equitativa na vida política, econômica, social e cultural,

Preocupados em fazer com que todos os segmentos das nossas sociedades admitam plenamente que a igualdade entre as mulheres e os homens deve deixar de ser apenas

o objetivo das mulheres, que os homens e rapazes também têm um papel a desempenhar na promoção da igualdade, bem como todos os outros atores sociais, queremos partilhar a nossa convicção de que o desenvolvimento sustentável só poderá ser alcançado se as mulheres estiverem presentes como parceiras em pé de igualdade, podendo decidir e ser beneficiárias,

Reafirmamos nossos compromissos firmados por ocasião da Conferência de Luxemburgo em fevereiro de 2000 nas duas áreas ligadas ao poder e ao desenvolvimento,

“Parceiros para Pequim +10”, reafirmamos plenamente, sem equívoco e por unanimidade, o nosso empenho em prol da Declaração e Plataforma de Ação de Pequim, adotados em 1995 pela 4ª Conferência Mundial sobre as Mulheres, bem como da declaração política e do documento final adotados em 2000 pela 23ª sessão extraordinária da Assembleia Geral das Nações Unidas, para que sejam realizadas uma análise e uma avaliação dos progressos realizados desde Pequim e Pequim + 5, a fim de que sejam identificados os obstáculos e desafios atuais e decididas as próximas ações e iniciativas a adotar, com vistas ao prosseguimento da promoção da igualdade entre mulheres e homens.

Reiteramos a nossa determinação em prosseguir com nossa ação para a eliminação dos obstáculos à plena realização dos compromissos assumidos em 1995 em Pequim, por ocasião da 4ª Conferência Mundial sobre as Mulheres, nas doze áreas prioritárias definidas, bem como as medidas complementares identificadas em 2000.

Afirmamos a nossa determinação em intensificar nossos esforços na implementação dos compromissos assumidos tanto ao nível da Francofonia como no plano internacional, até alcançarmos a igualdade de direito e de fato entre mulheres e homens, por estarmos convencidos de que a igualdade está no âmago dos desafios do desenvolvimento e das exigências do século XXI.

Estamos determinados a contribuir ativamente para o êxito da avaliação mundial da implementação da Plataforma de Ação de Pequim após dez anos, que deverá marcar uma etapa importante rumo à concretização dos objetivos da Declaração do Milênio.

Recomendamos ao Secretário Geral da Francofonia:

- manter e reforçar seu apoio à instauração e ao desenvolvimento dos mecanismos institucionais dos nossos Estados e governos membros, encarregados de zelar pela aplicação das políticas em matéria de igualdade entre mulheres e homens, através de medidas específicas para corrigir situações de discriminação contra as mulheres e do fortalecimento das capacidades nacionais para prevenir as desigualdades, aplicando a análise diferenciada conforme o sexo ;

- tomar as medidas necessárias para implementar uma estratégia que associe a integração sistemática da análise diferenciada conforme o sexo em toda a sua programação, já a partir da fase de elaboração, e o planejamento de atividades específicas em proveito das mulheres em setores particularmente estratégicos, com vistas ao alcance da igualdade entre os sexos ;
- zelar pela inclusão sistemática do enfoque do gênero em toda a cooperação francófona e enfatizar os vínculos que existem entre, por um lado, os compromissos internacionais a favor das mulheres e as recomendações de Luxemburgo e, por outro lado, o Quadro Estratégico Decenal da Francofonia, adotado por nossos chefes de Estado e de governo durante a 9ª Cúpula em Uagadugu, em novembro de 2004 ;
- instaurar indicadores de acompanhamento da integração efetiva da análise diferenciada conforme o sexo nas quatro missões atribuídas à Francofonia pelo Quadro Estratégico Decenal, ou seja :
 - promover a língua francesa e a diversidade cultural e lingüística ;
 - promover a paz, a democracia e os direitos humanos ;
 - apoiar a educação, a formação, o ensino superior e a pesquisa ;
 - desenvolver a cooperação a serviço do desenvolvimento sustentável e da solidariedade ;
- Consolidar a política de ações positivas a favor do poder de atuação das mulheres e da igualdade de gênero, dando uma particular atenção à eliminação de todos os obstáculos à plena participação das mulheres em todos os níveis da vida pública e privada e aos desafios que as afetam particularmente, como a feminização da pobreza, os entraves à liberdade de expressão e de decisão e a violência contra as mulheres e as meninas, incluindo as mutilações genitais femininas, os crimes de honra e os casamentos forçados. Esta política deverá ser prosseguida enquanto não tivermos alcançado a igualdade de direito e de fato entre mulheres e homens.

Nós,

Ministros e Chefes de Delegação dos Estados e governos dos países que têm o francês em comum,

Adotamos a presente contribuição da Francofonia à avaliação decenal da implementação da Plataforma de Ação de Pequim no plano global,

Solicitamos ao Secretário Geral da Organização Internacional da Francofonia que dela seja o porta-voz por ocasião da 49ª sessão da Comissão sobre a Condição da Mulher das Nações Unidas.

Sede das Nações Unidas, Nova Iorque (Estados-Unidos), 28 de fevereiro de 2005.



L'Organisation internationale de la Francophonie est une institution fondée sur le partage d'une langue et de valeurs communes. Elle compte à ce jour cinquante-trois Etats et gouvernements membres et a admis dix observateurs. Elle conduit des actions dans les domaines de la politique internationale et de la coopération multilatérale. Elle s'appuie sur un opérateur principal, l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, et quatre opérateurs directs : l'Agence universitaire de la Francophonie, l'Université Senghor d'Alexandrie, l'Association internationale des maires francophones et TV5. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie en est l'assemblée consultative. Le Secrétaire général, chef de voûte du système institutionnel, est chargé de la mise en œuvre de la politique internationale, ainsi que de l'animation et de la coordination de la politique de coopération.

Secrétariat général

28, rue de Bourgogne
75007 Paris (France)
Tél. (33) 1 44 11 12 50
Télécopie (33) 1 44 11 12 80
Courriel oif@francophonie.org
www.francophonie.org

Représentations permanentes

— auprès des Nations unies à New York
801, 2nd Avenue, suite 605
New York (NY) 10017 (Etats-Unis)
Tél. (1) 212 8676771
Télécopie (1) 212 8673840
Courriel reper.new-york@francophonie.org
— auprès des Nations unies à Genève
46, avenue Blanc, 1202 Genève (Suisse)
Tél. (41) 22 7389666/69
Télécopie (41) 22 7389682
Courriel reper.geneve@francophonie.org

— auprès de l'Union africaine
et de la Commission économique
pour l'Afrique des Nations unies
BP 12754, Addis-Abeba (Ethiopie)
Tél. (251) 1 504460
Télécopie (251) 1 504461
Courriel reper.addis.abeba@francophonie.org
— auprès de l'Union européenne
2, place Saintelette,
1080 Bruxelles (Belgique)
Tél. (32) 2 4205460
Télécopie (32) 2 4262002
Courriel reper.bruxelles@francophonie.org

Représentation spéciale en Côte d'Ivoire

Cocody les deux plateaux
154, rue des jardins
06 BP 1328 Abidjan 06 (Côte d'Ivoire)
Tél. (225) 22 52 73 00
Télécopie (225) 22 52 73 09
Courriel sgf.reper.abidjan@francophonie.org

Assemblée consultative

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DE LA FRANCOPHONIE (APF)
235, boulevard Saint-Germain
75007 Paris (France)
Tél. (33) 1 40 63 91 60
Télécopie (33) 1 40 63 91 78
Courriel infos@apf-fr.org
www.apf.francophonie.org

Opérateurs directs

• AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE

Rectorat et siège

3032, rue Edouard-Montpetit,
BP 400, succ. Côte des Neiges,
Montréal, Québec, H3S 2S7 (Canada)
Tél. (1) 514 343 66 30
Télécopie (1) 514 343 21 07
Courriel rectorat@auf.org
www.universites.francophonie.org

Rectorat et services centraux

4, place de la Sorbonne,
75005 Paris (France)
Tél. (33) 1 44 41 18 18
Télécopie (33) 1 44 41 18 19
Courriel info@auf.org

• UNIVERSITÉ SENGHOR D'ALEXANDRIE

BP 21111, 415 Alexandrie (Egypte)
Tél. (20) 3 484 35 04
Télécopie (20) 3 484 34 79
Courriel rectorat@usenghor-francophonie.org
www.usenghor.francophonie.org

• TV-5

19, rue Cognacq-Jay
75330 Paris Cedex (France)
Tél. (33) 1 44 18 55 55
Télécopie (33) 1 44 18 55 10
Courriel contact@europe.tv5.org
www.tv5.org

• ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES ET RESPONSABLES DES CAPITALES ET MÉTROPOLIS PARTIELLEMENT OU ENTIÈREMENT FRANCOPHONES (AIMF)

9, rue des Halles, 75001 Paris (France)
Tél. (33) 1 44 88 22 88
Télécopie (33) 1 40 39 06 62
Courriel sp@aimf.asso.fr
www.maires.francophonie.org



agence intergouvernementale
de la francophonie

Siège 13, quai André-Citroën
75015 Paris (France)
Tél. (33) 1 44 37 33 00
Télécopie (33) 1 45 79 14 98
Courriel agence@francophonie.org
www.agence.francophonie.org

Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (INTIF)

15, quai Louis-XVIII
33000 Bordeaux (France)
Tél. (33) 5 56 01 59 00
Télécopie (33) 5 56 51 78 20
Courriel intif@francophonie.org
www.intif.francophonie.org

Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF)

56, rue St-Pierre,
Québec G1K 4A1 (Canada)
Tél. (1) 418 692 5727
Télécopie (1) 418 692 5644
Courriel iepf@iepf.org
www.iepf.org

Bureaux régionaux

— Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest
BP 7223, Lomé (Togo)
Tél. (228) 221 63 50
Télécopie (228) 221 81 16
Courriel brao@francophonie.org

— Bureau régional de l'Asie-Pacifique
Quartier diplomatique de Trung Tu,
6, rue Dang Van Ngu, Hanoi (Vietnam)
Tél. (84-4) 573 52 43/44/45
Télécopie (84-4) 573 52 47
Courriel brap@francophonie.org

— Bureau régional de l'Afrique centrale
et de l'océan Indien
BP 8075, Libreville (Gabon)
Tél. (241) 739 561
Télécopie (241) 739 558
Courriel brac@francophonie.org

Antennes régionales

— Antenne régionale pour les pays
de l'Europe centrale et orientale
1-3, bd Schitu Magureanu
6^e étage – secteur 5
05 0025 Bucarest (Roumanie)
Tél. (40) 21 314 97 64
Télécopie (40) 21 314 96 17
Courriel eric_thibeault@yahoo.com

— Antenne régionale pour la Caraïbe
38, rue Dufort - BP 15185 Pétion-ville
Port-au-Prince (Haïti)